

*Questions orales***LES AFFAIRES INDIENNES**

LA PRÉTENDUE INTERVENTION CONCERNANT DES PROJETS DE
CESSION DE TERRAINS D'UNE ANCIENNE BASE DES FORCES
CANADIENNES AU MANITOBA

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Celui-ci va-t-il personnellement mener une enquête sur les circonstances dans lesquelles le ministère des Affaires indiennes a retiré sa soumission au Conseil du Trésor concernant la cession de terrains de la base des Forces canadiennes de Beauséjour à la bande indienne de Long Plain afin d'honorer un engagement pris suite à l'intervention du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui essaye d'établir une prison dans sa propre circonscription? Le premier ministre va-t-il enquêter personnellement sur cette question?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le ministre en question se trouve à Winnipeg aujourd'hui où il doit rencontrer des conseils de bande. Je vais prendre note de la question.

LE PROJET D'UTILISATION COMME PRISON

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, j'ai pensé que, à la lumière du rapport du Vérificateur général et de l'expérience reconnue du premier ministre en la matière, ce dernier pourrait être disposé à répondre à cette question. Nous fournirait-il l'assurance qu'on n'utilisera plus de fonds fédéraux pour l'établissement de cette prison, à moins qu'on ne trouve un autre endroit convenable pour cette bande d'Indiens afin de remplir cette promesse faite de longue date?

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'ai déjà informé le député que le ministre en question n'est pas à la Chambre pour répondre à sa question. Je vais prendre note de la question et nous fournirons une réponse au député en temps utile.

* * *

LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

LE RAPPORT DE LA COMMISSION ESTEY—LA RESPONSABILITÉ
MINISTÉRIELLE

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances; elle porte sur son attitude et sur celle de ses collègues qui a coûté près de 900 millions de dollars aux contribuables canadiens parce qu'ils n'ont rien fait entre mars et septembre 1985, lorsque la Banque Commerciale du Canada et la Norbanque s'écroulaient. Le ministre sait-il que le juge Estey a clairement mentionné dans son rapport qu'on ne lui avait pas demandé d'étudier la question de la responsabilité du ministre et qu'il déclare

ceci: «D'autres tribunes et d'autres tribunaux poursuivant des objectifs différents tireront peut-être des conclusions différentes au sujet des devoirs et des obligations de ceux qui ont été mêlés à ces événements?»

Le ministre prétend-il que, malgré cette réserve, l'opinion du juge Estey est la seule possible? Le ministre admettra-t-il en son nom et au nom de la ministre d'État aux Finances que dans le système parlementaire, ils sont responsables de ce gaspillage de 900 millions de dollars venant de la poche des contribuables?

● (1430)

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est un rapport très volumineux. Je suis certain que le député l'a lu en entier.

M. Hnatyshyn: Non, non.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Probablement pas. Il établit très clairement que rien ne permet de critiquer les ministres concernés. Ceux-ci ont donné aux fonctionnaires compétents les conseils et l'appui voulus. Je pourrais répéter d'autres points du rapport du juge Estey mais le député doit sûrement admettre que le rapport ne laisse planer aucun doute.

[Français]

LA RESPONSABILITÉ DU MINISTRE

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je peux le souligner au ministre des Finances.

Est-il conscient du fait que dans son sommaire et dans son texte, que j'ai lu presque entièrement depuis vendredi, le juge Estey, à plusieurs reprises, est très critique du gouvernement et des actions des ministres. Il dit précisément que leurs actions étaient entièrement inadéquates en assurant que le programme de secours pour la banque qui a débuté en mars a été surveillé.

Maintenant, est-il prêt à accepter les critiques du juge Estey et de prendre la responsabilité pour la perte de 900 millions de dollars, oui ou non?

[Traduction]

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, il est évident, d'après les déclarations du juge Estey, que les ministres se sont vraiment informés de l'état du portefeuille et des conséquences et qu'ils ont conseillé les fonctionnaires concernés et les ont appuyés dans leur travail. Le juge Estey dit que l'information obtenue était insuffisante mais nous avons réussi à combler cette lacune grâce au travail de M. Hitchman sur lequel nous avons fondé les décisions que nous avons prises plus tard au cours de l'été.